

Sommet de Johannesburg en 2002

La communauté internationale se prépare pour une nouvelle grande conférence mondiale sur la nécessité d'avancer plus rapidement vers les objectifs de développement du millénaire — un programme ambitieux d'amélioration du niveau de vie des pauvres d'ici 2015, établi lors du Sommet du millénaire des Nations Unies en septembre 2000. Le Sommet mondial sur le développement durable, qui se tiendra du 26 août au 4 septembre à Johannesburg et qui est organisé par la Commission des Nations Unies sur le développement durable, rassemblera des dirigeants mondiaux, de nombreux activistes de la société civile et des représentants d'entreprises, qui examineront un programme de développement global pour la conservation des ressources naturelles et l'amélioration des conditions de vie dans le monde.

Dix ans après le Sommet planète Terre à Rio, l'objectif du Sommet de Johannesburg est de définir des politiques concrètes et des objectifs quantifiables pour mieux appliquer l'Action 21 — un plan d'action mondial pour le développement durable que la communauté internationale a adopté à Rio en 1992. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, a identifié récemment l'eau potable, l'énergie, la santé, l'agriculture et la biodiversité comme cinq domaines particuliers où des résultats concrets sont essentiels à Johannesburg.

Le Sommet de Johannesburg vient après une autre conférence internationale importante, la Conférence sur le financement du développement, organisée à Monterrey (Mexique) en mars, dont l'objectif était de forger un partenariat mondial en vue de la mobilisation de ressources pour le développement.

Assistance technique pour l'Afrique

Pour les pays africains, le plus gros obstacle à une croissance durable est souvent le manque de capacités, et non le manque de volonté politique. Dans le cadre d'un engagement qu'il a pris d'aider les pays africains à promouvoir la croissance et à faire reculer la pauvreté dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, le FMI va mettre en place des centres régionaux d'assistance technique à Abidjan et à Dar es-Salaam. Ces centres, qui entreront en activité plus tard dans l'année après les accords signés en avril par Horst Köhler, Directeur général du FMI, et Laurent Gbagbo, Président de la Côte d'Ivoire, et Benjamin Mkapa, Président de la Tanzanie, ont pour objectif d'aider les pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Est à renforcer leurs capacités de gestion économique et financière.

Dans ces centres, une équipe basée sur place d'experts résidents du FMI et de spécialistes à court terme fourniront de l'assistance technique, ainsi que des formations sous forme d'ateliers et de cours. En étroite collaboration avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et les donateurs, le FMI fournira de l'aide essentiellement dans ses principaux domaines de compétence, à savoir la politique macroéconomique, la politique fiscale et l'administration des recettes, la gestion des dépenses publiques, la politique du secteur financier et les statistiques macroéconomiques.

Dans le cadre de cette initiative, le FMI deviendra membre de la Fondation pour le renforcement des capacités en

Afrique, organe d'exécution du Partenariat pour le renforcement des capacités en Afrique, qui a été établi par les gouvernements africains et leurs partenaires de développement en 1999 pour intensifier le renforcement des capacités sur le continent africain.

Les deux premiers centres régionaux africains seront modélisés sur les centres déjà en activité dans le Pacifique et les Caraïbes. Il se peut que trois autres centres soient créés en Afrique, sous réserve d'une évaluation positive des deux premiers après dix-huit mois d'activité.

Le Timor oriental bientôt membre du FMI

Le 20 mai 2002, le Timor oriental est devenu officiellement indépendant, après des centaines d'années de domination coloniale, vingt-quatre années d'annexion et deux années et demie d'administration transitoire des Nations Unies. Anticipant cet événement, le deuxième gouvernement transitoire du Timor oriental avait posé sa candidature au FMI fin mars. Le Conseil d'administration du FMI a soumis au Conseil des gouverneurs un projet de résolution d'admission contenant des recommandations sur le montant de la quote-part, la forme de paiement de la souscription et autres modalités habituelles. Le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution le 29 mai, et le Timor oriental devrait ainsi devenir le 184^e pays membre du FMI.

Vu la taille relativement petite de son économie et de ses flux commerciaux avec l'étranger, le Timor oriental sera l'un des plus petits pays membres du FMI, avec une quote-part initiale de 8,2 millions de DTS (en dépit de la croissance anticipée de l'économie une fois que les recettes pétrolières et gazières commenceront à rentrer au cours des prochaines années).

Le Timor oriental fut dévasté par les actes de violence généralisés des forces pro-indonésiennes après le référendum d'août 1999, dans lequel une majorité écrasante de la population timoraise avait voté pour l'indépendance. Par la suite, une force de maintien de la paix a rétabli l'ordre, et le Timor oriental a été placé sous l'autorité d'une administration transitoire des Nations Unies. Pendant la transition vers l'indépendance, le Timor oriental a reçu un appui considérable des Nations Unies, du FMI, de la Banque mondiale et de la communauté internationale des donateurs à ses efforts de reconstruction de l'économie et des infrastructures. Les donateurs ont promis de continuer d'aider le pays sous forme de dons, en particulier jusqu'à ce que se matérialisent les perspectives de substantielles recettes tirées des réserves pétrolières et gazières de la mer du Timor.

L'adhésion du Timor oriental au FMI facilitera son entrée dans d'autres institutions financières internationales et accélérera son intégration dans l'économie mondiale. Le FMI a l'intention de continuer d'aider le Timor oriental à relever ses défis de l'après-indépendance, en offrant une assistance technique durable pour renforcer les institutions et les capacités, des formations et des conseils à l'appui d'une bonne gestion macroéconomique. Le FMI continuera aussi de collaborer avec la Banque mondiale et le reste de la communauté internationale des donateurs pour mobiliser un appui financier aux besoins budgétaires et de développement du Timor oriental.